



Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA

ONUSIDA

HCR • UNICEF • PAM • PNUD • UNFPA • ONUDC
OIT • UNESCO • OMS • BANQUE MONDIALE

Discours

SOUS RESERVE

Discours au Conseil de Coordination du Programme

Estoril, Portugal, 11 décembre 2002

**Discours de
Peter Piot
Directeur exécutif de l'ONUSIDA**

Dr Pereira, membres du CCP, amis et collègues,

Tout d'abord, je désire remercier le Gouvernement du Portugal, et le Dr Pereira personnellement, de leur travail à la présidence du CCP au cours des six derniers mois, et d'avoir assumé l'intendance de cette réunion cruciale du CCP, au cours de laquelle les orientations futures de l'ONUSIDA seront examinées.

Je voudrais aussi féliciter le Dr Euclides Castilho pour son rapport au nom du Groupe de Supervision de l'Evaluation qu'il a dirigé avec tant d'efficacité, et remercier toute l'Equipe d'évaluation de ses efforts minutieux dans la conduite de l'Evaluation externe du Programme, pleine de défis.

Cette réunion du CCP est parmi les plus importantes que le Programme ait tenues au cours de sa brève histoire. Mon rapport sur les Orientations futures de l'ONUSIDA répond aux Recommandations du Rapport final de l'Evaluation sur cinq ans de l'ONUSIDA en proposant des actions opérationnelles spécifiques pour faire avancer le Programme.

Contexte des délibérations

Dans mon rapport, j'ai souligné le contexte dans lequel les Actions proposées doivent être considérées.

Je n'entrerai pas ici dans le détail de ces divers points, sauf pour souligner :

- **Premièrement**, que nous avons des preuves irréfutables qu'une riposte financée et gérée de manière appropriée et à la bonne échelle peut ralentir de manière significative et finalement maîtriser l'épidémie ;
- **Deuxièmement**, que si le rythme de la riposte s'accélère rapidement, nous n'avons pas rattrapé le rythme de l'épidémie ;
- **Troisièmement**, que nous devons investir dans la science requise pour fournir de nouveaux outils, mais aussi utiliser au mieux les outils dont nous disposons aujourd'hui ; et
- **Enfin**, que nous n'avons pas encore commencé à appréhender totalement, sans parler de mesurer, l'ampleur de l'impact de l'épidémie sur le développement humain et économique dans les communautés et pays les plus touchés. Le rôle que joue le SIDA en se combinant à l'impact de la famine qui sévit actuellement en Afrique australe pourrait n'être que le signe avant-coureur de ce qui nous attend.

Ce n'est plus un mystère

Les résultats que nous devons obtenir pour réussir sont clairs :

- L'application de stratégies de prévention ayant fait leurs preuves sur une large échelle freinera la propagation de l'épidémie ;
- L'extension de l'accès aux soins et au traitement diminuera l'impact de l'épidémie sur les individus et sur le plan national ; et
- L'extension des services d'éducation de base, de formation professionnelle et de prévention destinés à nos jeunes réduira de manière significative la vulnérabilité de la nouvelle génération.

Il est aussi évident que notre première priorité pour l'action doit se situer dans les pays où la prévalence est élevée et dans ceux qui sont menacés par des taux

d'infection au VIH en rapide augmentation.

Pour réussir :

- Les ripostes nationales doivent être multisectorielles et à large échelle ;
- Elles exigeront des ressources humaines et financières qui ne peuvent être maximisées et soutenues que par le biais de partenariats efficaces entre les gouvernements, la société civile, les institutions confessionnelles et culturelles et le monde des affaires ;
- Dès maintenant, la prévention, les soins et le traitement peuvent être rapidement mis à niveau dans de nombreuses communautés. Dans d'autres, des investissements immédiats sont requis pour aborder les limites des infrastructures.

Enfin, il est évident que des ressources nationales et internationales accrues de manière significative devront être consacrées au SIDA. Le Rapport sur les ressources financières pour les programmes de lutte contre le VIH/SIDA, soumis à ce CCP, montre que les besoins dans les pays à revenus faible et moyen atteindront \$10,5 milliards d'ici à 2005, pour s'élever à \$15 milliards d'ici à 2007.

Nos progrès collectifs

Dans mon Rapport, j'ai énuméré ce que j'estime être les 10 principales réalisations de la lutte contre l'épidémie au cours de ces dernières années. Le Rapport d'évaluation crédite l'ONUSIDA de la création " de ce qui n'avait jamais existé avant l'établissement du Programme - un mandat mondial et clair avec des objectifs pouvant être utilisés pour responsabiliser les leaders internationaux ".

Ce ne sont pas uniquement les dirigeants internationaux - mais les individus, les communautés, les institutions et les sociétés qui assument la responsabilité de leur part de la riposte. Cela représente vraiment le début d'un mouvement mondial, et la Déclaration d'engagement adoptée à l'unanimité lors de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH/SIDA donne à ce mouvement croissant son orientation stratégique.

Ensemble, la combinaison de buts convenus, de mobilisation politique, de progrès du savoir-faire technique, de ressources accrues, nous amènent au point où nous basculerons d'une riposte qui a été marginale à une action qui peut être à large échelle et efficace.

Pour ne prendre qu'un seul indicateur : l'augmentation des ressources financières. Lorsque l'ONUSIDA a été mis sur pied, les ressources mondiales consacrées à l'épidémie représentaient à peu près le dixième de ce qu'elles sont aujourd'hui.

- En 1996, à peine \$300 millions par an étaient dépensés pour le SIDA dans les pays à faible et moyen revenus.
- En 1998, cette somme atteignait \$500 millions, et en 2000 \$1,3 milliard.
- Cette année, nous estimons que \$2,8 milliards seront programmés pour le SIDA.

Avec les récents réapprovisionnements de l'IDA qui ont rendus disponibles des fonds accrus pour des subventions par l'intermédiaire du Programme plurinational de lutte contre le VIH/SIDA de la Banque mondiale, et avec l'établissement du Fonds mondial, nous pouvons nous attendre à d'autres augmentations pour l'année à venir, bien qu'il y ait encore beaucoup de chemin à parcourir.

Notre défi collectif

Par conséquent, nos défis d'aujourd'hui ne sont plus ce qu'ils étaient il y a cinq ans.

Ce qu'il adviendra de l'ONUSIDA dans cinq ans dépendra non seulement du point où pourrait se trouver l'épidémie, mais aussi où devra se situer la riposte dans les pays et communautés individuels si nous voulons réussir.

Le mouvement mondial contre le SIDA - ce travail collectif de communautés et de travailleurs sur la ligne de front - figure déjà parmi les plus importantes collaborations en temps de paix axées sur un seul objectif réalisable de l'histoire humaine. Mais pour atteindre cet objectif d'une riposte qui correspondra enfin à l'étendue de l'épidémie, nous avons besoin :

- d'une collaboration internationale de 10 à 15 milliards de dollars par an dans les pays à faible et moyen revenus impliquant les gouvernements et la société civile, et les secteurs public et privé, de tous les pays ;
- d'un flux rapide d'informations stratégiques requises pour accélérer l'apprentissage et guider les investissements dans les pays ;
- d'un accès équitable aux nouvelles technologies qui sauvent des vies ;
- de l'engagement et du renforcement efficaces de nouveaux partenaires ; et
- d'une volonté politique durable pour se concentrer sur l'épidémie et ses causes sous-jacentes.

Une telle collaboration élargie ne se mobilise pas spontanément. La gestion stratégique d'une telle collaboration ne se réalise pas non plus sans un effort considérable. Et à partir des considérations très pratiques que j'ai soulignées dans mon Rapport, il n'y a aucune alternative crédible au système des Nations Unies, en tant que plate-forme pour soutenir cette collaboration internationale, que ses partenaires s'approprient cette collaboration et fassent entendre leur voix.

La raison d'être de l'ONUSIDA

Le Rapport d'évaluation a très justement attiré l'attention sur quelques-unes des idées fausses ayant trait au but initial et permanent de l'ONUSIDA. Les plus significatives sont peut-être les distinctions parfois forcées qui sont faites entre les efforts du Secrétariat et les Coparrainants.

Comme on l'a clairement souligné durant l'élaboration du Budget-plan de travail intégré des deux dernières périodes biennales, l'ONUSIDA unit les efforts de tous les Coparrainants et du Secrétariat qui, ensemble, travaillent étroitement vers la réalisation des objectifs globaux du Programme.

A partir de cette constatation, il est évident qu'il ne saurait être question de faire de l'ONUSIDA une " institution séparée " pas plus que de voir un Coparrainant individuel " reprendre " le rôle de l'ONUSIDA. La valeur intrinsèque du Programme est sa capacité à maximiser les forces comparatives des efforts de chaque organisme en une seule riposte, concentrée de manière stratégique, du système des Nations Unies.

Le but de la riposte du système des Nations Unies n'est pas d'entrer en concurrence avec les autres partenaires internationaux pour ce qui est du rôle et des ressources, ni d'imposer ou de gérer la riposte mondiale. Son but est plutôt de fournir le leadership et l'appui permettant à la collaboration mondiale de fonctionner.

Notre tâche est donc la gestion stratégique nécessaire pour appuyer une riposte mondiale plus cohérente et en collaboration, concentrée avant tout sur l'efficacité des actions nationales contre le SIDA. La totalité du travail du Programme, effectué par les Coparrainants et le Secrétariat, doit renforcer cinq fonctions de base, à savoir :

- un, **le leadership et le plaidoyer** pour une action efficace ;
- deux, la dissémination des **informations stratégiques** ;
- trois, le **repérage**, le **suivi**, et **l'évaluation** requis pour comprendre l'épidémie et assurer la transparence de la riposte ;
- quatre, la promotion de **l'engagement de la société civile** ; et
- cinq, la **mobilisation des ressources** financières, techniques et politiques.

La majorité des 39 actions proposées dans mon rapport sont destinées à renforcer de manière significative les capacités du Programme à traiter les besoins des pays en matière de mobilisation et de gestion de leurs ripostes nationales au SIDA.

Domaines d'urgence particulière

L'Equipe d'évaluation a souligné les domaines de travail dans lesquels le Programme a obtenu les meilleurs résultats, en particulier au niveau mondial, et des actions opérationnelles spécifiques ont été proposées pour améliorer encore ces efforts. Toutefois, étant donné que notre préoccupation majeure doit être de soutenir l'évolution vers une mise en œuvre à large échelle, je voudrais attirer votre attention sur les Actions proposées pour renforcer l'efficacité du Programme au niveau pays. Ensemble, elles ont pour but de veiller à ce que l'ONUSIDA - Secrétariat et Coparrainants - maximise son potentiel dans la nouvelle phase du mouvement SIDA en tant que responsable mondial de l'information et instrument pour fournir un appui stratégique avec rapidité et efficacité.

Quatre groupes d'Actions sont proposés :

Premièrement, maintenant que les flux de ressources nationales et internationales commencent à augmenter, il faut d'urgence accroître les capacités dans les domaines suivants :

- suivi et évaluation ;
- planification ;
- partenariats société civile/secteur privé ; et
- mobilisation et repérage des ressources.

Les failles dans ces capacités limitent l'aptitude des gouvernements nationaux à acheminer leurs propres ressources et celles des donateurs bilatéraux, de la Banque mondiale et du Fonds mondial. Avec des capacités nationales renforcées, appuyées par l'ONUSIDA, les exigences tant des partenaires nationaux que des partenaires internationaux en matière d'acheminement et de transparence de leurs investissements seront améliorées.

Le déploiement urgent de personnel technique à l'appui de ces fonctions de planification, de suivi et de partenariat dans les pays à prévalence élevée et dans d'autres pays prioritaires - avec leur renforcement approprié aux niveaux régional et mondial - est à mon avis l'Action la plus significative nécessaire pour réorienter le Programme vers sa phase suivante. Il aidera directement à élargir rapidement les

efforts - et il a été le domaine de soutien le plus demandé par les gouvernements et leurs partenaires de la société civile et internationaux.

Deuxièmement, les Actions proposées liées à la transparence et au fonctionnement des Equipes de pays des Nations Unies, des Coordonnateurs de Programme de l'ONUSIDA dans les Pays, et aux Plans d'appui à la mise en œuvre de la riposte nationale abordent de nombreuses préoccupations soulevées par l'Equipe d'évaluation au sujet des fonctions de l'ONUSIDA au niveau pays.

Troisièmement, des Actions sont proposées - qui s'appuient sur les efforts existants - pour fournir des structures de soutien technique interinstitutions de manière à ce que les acteurs de la programmation dans les pays aient les ressources techniques et politiques pour élargir leurs efforts. Une programmation efficace exige un soutien technique de haute qualité, et les Actions proposent d'intensifier les efforts coordonnés des Coparrainants de l'ONUSIDA et autres acteurs.

Quatrièmement, des Actions sont proposées visant à accroître substantiellement la quantité, la qualité et la pertinence des informations stratégiques liées à l'épidémie et ses répercussions. Le Système d'information sur les ripostes pays, en particulier, améliorera beaucoup la capacité de programmation. L'élargissement substantiel de la riposte que nous devons aujourd'hui affronter d'urgence exige davantage et de meilleures informations, notamment pour le nombre accru de nouveaux partenaires.

L'évaluation est la science de base de la gestion moderne, et ces Actions sont conçues pour fournir l'appui stratégique aux pays, ainsi qu'au Programme lui-même, pour gérer une riposte plus efficace au SIDA. De nombreuses autres Actions proposées sont destinées à permettre ces efforts de base pour appuyer les pays, notamment la nécessité de continuer à gérer le changement au sein du système des Nations Unies. Non moins vitale est la nécessité de s'occuper des processus de formation et de déploiement du personnel qui, en termes de ressources humaines, nous permettront de construire au mieux la deuxième phase de l'ONUSIDA.

Gouvernance de l'ONUSIDA

Enfin, il y a un domaine du Rapport de l'Equipe d'évaluation que je n'ai pas développé dans mon Rapport sur les Orientations futures, à savoir les recommandations importantes sur la gouvernance. Ces dernières sont bien l'affaire du CCP. Il ne serait pas approprié pour le Programme de faire des recommandations sur sa propre gouvernance. L'Evaluation a clairement défini les enjeux - en particulier pour veiller à ce que vous, en tant que conseil de direction, ayez un lien suffisamment solide et clair avec les conseils de direction des Coparrainants.

La recommandation du Rapport d'évaluation en matière de gestion à laquelle il est peut-être le plus difficile de répondre favorablement est celle qui propose que le COC soit remplacé par un Conseil de Gestion. Avec raison, le Rapport d'évaluation attire l'attention sur les coûts de transaction élevés inhérents aux fonctions interinstitutions, mais le remède proposé mélange les fonctions de gouvernance et de gestion du Programme. En conséquence, j'ai proposé des Actions alternatives qui, j'en ai la conviction, pourraient mieux servir le Programme.

Implications financières

Pour documenter vos délibérations, un document de conférence qui présente une estimation approximative des implications financières des Actions proposées a été préparé par le Secrétariat.

La prochaine session régulière du CCP, au deuxième trimestre de 2003, fixera les

niveaux budgétaires pour le Budget-plan de travail intégré pour la période biennale 2004-2005. Notre pratique a été de ne demander aux termes du Budget-plan de travail de base que le niveau minimum de ressources nécessaires pour exécuter le mandat du Programme. Et nous avons eu la chance de constater que la communauté des donateurs a chaque année pleinement financé notre demande de base.

Au cours de la première période biennale du Programme, le niveau de financement de l'ONUSIDA était équivalent à 20% du total des dépenses liées au SIDA dans les pays à faible et moyen revenus. Avec le succès de la mobilisation globale des ressources pour l'épidémie, le pourcentage des dépenses liées au SIDA représenté par le Budget ONUSIDA est tombé de manière significative - comme il devait le faire - mais se situe désormais juste en dessous de 3,5%.

Nous estimons que la mise en œuvre complète des Actions proposées décrites dans mon Rapport exigerait pour la prochaine période biennale un budget de base d'environ \$270 millions. Cela correspond à approximativement 4,8% des dépenses actuelles liées au SIDA - et probablement sensiblement moins que 3,5% du niveau accru des dépenses probables liées au SIDA pour la prochaine période biennale.

Une approche plus simplifiée, avec un budget de base de \$225 millions, représentant environ 4% des dépenses actuelles liées au SIDA est également présentée dans un document de conférence.

Je pense que les fonctions de base du Programme ajoutent de la valeur aux investissements des autres partenaires, et méritent un investissement de l'ordre de 5% du total en termes approximatifs, peut-être un peu davantage avec le temps. J'espère qu'à la suite de cette réunion, et au cours des trois prochains mois, les gouvernements intéressés nous feront part de leur point de vue lors de nos discussions informelles, afin que nous puissions mieux documenter la préparation du Budget-plan de travail intégré préalablement à la prochaine réunion du CCP.

Conclusion

Pour terminer, je voudrais encore féliciter pour leur travail le Dr Castilho et ses collègues du Groupe de Supervision de l'Evaluation et l'Equipe d'évaluation. Le CCP doit également être félicité. Si je le comprends bien, c'est la première fois que le conseil de direction d'une organisation du système des Nations Unies commandait une évaluation indépendante portant sur son propre travail, et pas uniquement sur le programme ou l'organisme qu'il dirigeait. Voici encore une occasion où l'ONUSIDA a accepté de sortir de la norme.

Le Programme est unique pour ce qui est de la rapidité avec laquelle il s'est adapté au changement, de ses efforts pour suivre l'accroissement de l'épidémie, et de l'action mise en place pour faire évoluer les choses globalement. Dans nos aspirations pour le changement face au SIDA, nous avons appris qu'il est beaucoup plus dangereux d'être trop modestes que trop ambitieux.

Avec ces enjeux bien en tête, je prie instamment le CCP de considérer soigneusement chacune des Actions proposées dans mon rapport sur les Orientations futures. Je me réjouis de l'aide et des recommandations du CCP en réponse à l'évaluation des cinq premières années du Programme.

Je vous remercie.